



DEPARTMENT OF ECONOMICS

DISCUSSION PAPER SERIES

**QUELQUES RESULTATS SUR L'EFFET DES TRANSFERS
CIBLES**

Martin Browning, Pierre-André Chiappori and Valérie Lechene

Number 294

December 2006

Manor Road Building, Oxford OX1 3UQ

Quelques résultats sur l'effet des transferts ciblés

Martin Browning*, Pierre-André Chiappori[†] et Valérie Lechene[‡]

December 5, 2006

Abstract

Allocations familiales et autres transferts ciblés sont généralement versés aux mères, sur la base de l'observation qu'augmenter la part des ressources contrôlées par les mères conduit à améliorer le bien-être des enfants. Nous recensons un ensemble de résultats empiriques qui établissent le bien-fondé de ces mesures. Nous contrastons ensuite les prédictions théoriques des principales alternatives au modèle standard de comportement des ménages, le modèle unitaire. Ceci permet d'établir que l'effet prédit des transferts dépend des préférences individuelles et du pouvoir des membres du ménage, mais aussi crucialement de la forme des interactions dans le ménage.

JEL codes: D10, C71, C72

Mots clef: Transferts ciblés, équilibre de Nash, modèle collectif, solution de Nash, allocation intra-familiale, mise en commun des ressources, sphères séparées.

Acknowledgement 1 *Nous remercions Ian Preston pour ses suggestions.*

1 Introduction

Destinés à promouvoir le bien-être d'un certain type d'individu dans le ménage, généralement les enfants ou les personnes âgées, les transferts ciblés sont communément utilisés, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Le fait que des transferts versés au ménage aient un effet différencié suivant leur récipiendaire est reconnu, au moins informellement. D'une part, une croyance universelle veut que les enfants soient aimés davantage, ou mieux,

*Nuffield College, Oxford et IFS, Londres.

[†]Columbia University, New-York.

[‡]Wadham College, Oxford et IFS, Londres.

par leurs mères que par leurs pères. D'autre part, les résultats de nombreux travaux empiriques vont dans ce sens: Thomas (1990), Schultz (1990), Browning et al. (1994) Phipps et Burton (1998), Lundberg, Pollak et Wales (1997), Duflo (2003), Attanasio et Lechene (2003) et Thomas, Contreras et Frankenberg (2002) concluent que des re-distributions en faveur des femmes conduisent à augmenter la part des ressources utilisée pour les enfants. Mais observer que les dépenses pour les enfants augmentent quand les femmes contrôlent une plus grande partie des revenus du ménage ne suffit pas pour juger de l'efficacité des transferts ciblés. Il faut non seulement évaluer l'effet du transfert sur les choix des ménages mais également procéder à l'analyse de leur effet sur les niveaux de bien-être individuels ainsi que décomposer le processus conduisant à l'effet observé en ses mécanismes structurels. Est ce que l'augmentation du revenu relatif de la femme déforme la structure des dépenses vers les dépenses enfants parceque les femmes ont davantage de pouvoir; ou bien s'agit t'il de l'expression d'une différence intrinsèque entre hommes et femmes, au sens où les préférences des uns et des autres diffèrent. La réponse à ces questions permet d'établir le mérite relatif de mesures de transferts par rapport à d'autres mesures destinées à augmenter le pouvoir des femmes dans le ménage, par le biais de l'éducation ou plus généralement de l'amélioration de leur position de négociation.

Nous présentons ici une revue des travaux empiriques qui ont permis d'établir que les réallocations de revenu au profit des mères conduisent en moyenne à l'augmentation des dépenses enfants. Nous examinons ensuite les propositions qui ont été faites pour rationaliser de façon structurelle ces observations. Nous ne présentons toutefois pas de résultats empiriques de test entre les différentes propositions théoriques. A notre connaissance, il n'en existe pas.

D'un point de vue théorique, les modèles proposés dans la littérature sur les comportements des ménages concluent à un effet des transferts ciblés. L'exception notoire est le modèle unitaire, longtemps le modèle standard utilisé pour décrire le comportement des ménages et dans lequel les ressources sont supposées être mises en commun par hypothèse; ce qui ne permet donc pas de poser la question de savoir si l'effet du transfert dépend de l'identité du bénéficiaire. Les alternatives au modèle unitaire distinguent explicitement entre les préférences individuelles des membres du ménage et permettent donc la possibilité de conflit dans l'allocation des ressources. Dans le cadre collectif, la contribution de Blundell, Chiappori et Meghir (2005) clarifie, sous la seule hypothèse de Pareto efficacité des décisions du ménage, la distinction entre les effets provenant de changements dans le pouvoir des membres du ménage et les effets provenant des différences entre les préférences. Des contributions antérieures, Lundberg et Pollak (1993) ainsi que Manser et Brown (1980) et McElroy et Horney (1981) avaient considéré ce problème dans le cadre du modèle de négociation de Nash, et avaient mis en évidence le rôle joué par le point de menace, qui capture dans ces modèles l'allocation qui prévaudrait en cas d'échec de la négociation. Etant donné que la solution de Nash hérite des propriétés du point de menace, les transferts ciblés affectent l'allocation optimale dès lors qu'ils affectent le point de menace, c'est à dire dès lors qu'ils perdurent en cas d'échec de la négociation. De même, les modèles non coopératifs, concluent généralement à un effet des transferts. Ulph

(1988); Lundberg et Pollak (1993), Browning et Lechene, (2001), Chen et Woolley (2001) et Browning, Chiappori et Lechene (2006) étudient les propriétés des choix des ménages sous l'hypothèse d'équilibre de Nash. Ces derniers montrent qu'un résultat contre-intuitif bien connu dans la littérature sur les contributions aux biens publics s'applique au cadre du ménage: les transferts sont neutres dès lors que les montants re-distribués sont inférieurs aux montants préalablement contribués aux biens publics par les membres du ménage. Ce résultat de neutralité est dû, entre autres, à Warr (1983) et à Bergstrom, Blume et Varian (1986). Browning, Chiappori et Lechene (2006) montrent également que dans le cadre de l'équilibre de Nash, des transferts ciblés au profit des mères peuvent conduire à la diminution des dépenses pour les enfants, un résultat contre-intuitif important dans la mesure où il apparaît dans le cadre d'une des principales alternatives au modèle unitaire.

Nous présentons une revue des résultats empiriques qui établissent le bien-fondé des transferts ciblés dans la section 2. Nous examinons ensuite des éléments structurels d'interprétation proposés dans la littérature théorique sur cette question dans la section 3, avec un éclairage plus fort donné à l'analyse des transferts ciblés dans le modèle collectif d'une part et dans l'équilibre de Nash avec contributions volontaires aux biens publics d'autre part. La section 4 conclut.

2 Résultats empiriques

D'un point de vue empirique, il y a unanimité quant au fait que cibler les transferts à un effet sur les choix des ménages. Il existe deux séries de tests conduisant à cette conclusion. D'une part, des tests effectués sur des données d'enquête en coupe transversale, qui comparent les choix de ménage dans lesquels la part du revenu de la femme est différente. Ainsi Thomas (1990) et Schultz (1990) montrent que les choix des ménages en termes de santé pour l'un et d'offre de travail et de fertilité pour l'autre varient avec la part du revenu non salarial de la femme. De même, Browning et al. (1994) et Phipps et Burton (1998) concluent que la structure des dépenses des ménages dépend de la distribution intra-familiale des revenus salariaux. Mais si les différences observées dans la distribution des revenus (salariaux ou non salariaux) sont endogènes, le rejet de la mise en commun des ressources peut être dû à une mauvaise spécification du modèle. Des tests effectués sur des données construites de façon à enregistrer les comportements de ménages pour lesquels la distribution des revenus est modifiée de façon exogène sont plus convaincants. Il existe plusieurs ensembles de données permettant de mesurer l'effet de telles différences exogènes. Lundberg, Pollak et Wales (1997) utilisent la réforme de 1979 des allocations familiales en Grande-Bretagne, et concluent à un rejet de la mise en commun des ressources, donc indirectement à un effet différencié des transferts ciblés sur les demandes. Attanasio et Lechene (2003) étudient le programme social en forme d'expérience contrôlée mis en place au Mexique pour promouvoir le bien-être des femmes et des enfants (Progresa (ou Oportunidades)) et concluent que l'accroissement des

ressources entre les mains des femmes correspond à un pouvoir accru dans le processus de décision. Duflo (2003) obtient que la nutrition des enfants dépend significativement de l'identité du récipient de transferts ciblés dans une étude sur une réforme du système de bénéfices sociaux en Afrique du Sud. Enfin, Thomas, Contreras et Frankenberg (1997) montrent qu'en Indonésie, le pouvoir est fonction de la richesse relative au moment du mariage et que ceci affecte la santé des enfants.

3 Eléments structurels d'interprétation

3.1 Cadre d'analyse

Le ménage est composé de deux membres, $I = A, B$, disposant chacun d'un revenu Y^I et le revenu du ménage est noté $Y = Y^A + Y^B$. L'agent A est supposé être la femme. Les agents sont supposés avoir des préférences définies sur leurs consommations de biens privés et les consommations de biens publics du ménage. Les dépenses en biens publics représentent, entre autres, les dépenses pour les enfants. Le n -vecteur des consommations privées de l'agent I est noté $\mathbf{q}^I$ et le m -vecteur des consommations de biens public du ménage est noté $\mathbf{Q}$. Le vecteur des consommations de biens privés du ménage est noté $\mathbf{q} = \mathbf{q}^A + \mathbf{q}^B$. Les prix sont normalisés à l'unité.

Les contraintes budgétaires individuelles sont définies en termes de dépenses en biens privés et de contributions aux biens publics, soit pour $I = A, B$:

$$\mathbf{q}^{I'}\mathbf{e} + \mathbf{g}^{I'}\mathbf{e} = Y^I$$

où $\mathbf{g}^I$ est le vecteur des contributions de I aux biens publics. La contrainte budgétaire du ménage est:

$$\mathbf{q}'\mathbf{e} + \mathbf{Q}'\mathbf{e} = Y$$

où $\mathbf{e}$ est un vecteur unitaire de dimension appropriée. Les préférences sont supposées égoïstes, dans le sens où l'utilité de chacun dépend de sa consommation de biens privés et de la consommation de biens publics du ménage, $v^I(\mathbf{q}^I, \mathbf{Q})$.¹

3.2 Représentation des interactions au sein du ménage

Trois types de représentations des interactions au sein des ménages sont considérées: interactions unitaires, collectives, et non coopératives telles que décrites par un équilibre de Nash avec contributions volontaires aux biens publics.

Supposons que les choix de consommation des ménages peuvent être représentés par le programme:

$$\begin{aligned} \max_{\mathbf{q}^A, \mathbf{q}^B, \mathbf{Q}} U(\mathbf{q}^A, \mathbf{q}^B, \mathbf{Q}; \lambda) &= \lambda U^A(\mathbf{q}^A, \mathbf{Q}) + (1 - \lambda) U^B(\mathbf{q}^B, \mathbf{Q}) \quad (1) \\ \text{st} \quad \mathbf{q}^{A'}\mathbf{e} + \mathbf{q}^{B'}\mathbf{e} + \mathbf{Q}'\mathbf{e} &= Y^A + Y^B = Y \end{aligned}$$

¹L'analyse peut être étendue au cas de préférences altruistes au sens de Becker, $W^i[\mathbf{q}^i, \mathbf{Q}, w^j(\mathbf{q}^j, \mathbf{Q})]$, $i, j = A, B$.

La fonction d'utilité du ménage $U(\mathbf{q}^A, \mathbf{q}^B, \mathbf{Q}; \lambda)$ est construite comme la somme pondérée des utilités individuelles $U^A(\mathbf{q}^A, \mathbf{Q})$ et $U^B(\mathbf{q}^B, \mathbf{Q})$. Cette fonction d'utilité est maximisée sous la contrainte budgétaire du ménage pour obtenir le vecteur des consommations optimales $(\mathbf{q}^{A*}, \mathbf{q}^{B*}, \mathbf{Q}^*)$. Si le poids λ est considéré constant, le programme 1 est une façon simple de construire un modèle unitaire à partir de préférences individuelles, et la fonction $U(\mathbf{q}^A, \mathbf{q}^B, \mathbf{Q}; \lambda)$ est une fonction d'utilité standard.² Si par contre on suppose que le poids λ donné aux préférences individuelles dans la fonction d'utilité peut varier en fonction d'éléments pouvant influencer les choix, mais ne sont pas des arguments des préférences, alors, le programme 1 décrit l'ensemble des décisions Pareto efficaces de consommation du ménage et correspond à un modèle collectif. La fonction $U(\mathbf{q}^A, \mathbf{q}^B, \mathbf{Q}; \lambda)$ est une fonction d'utilité généralisée (Browning, Chiappori, 1998). Elle diffère d'une fonction d'utilité standard en ce qu'elle peut dépendre des prix et plus généralement de facteurs de distribution par l'intermédiaire des poids de Pareto. Les poids de Pareto sont des fonctions continues et différentiables. Ils résument le processus de décision. Dans une optique de négociation, le poids de Pareto peut s'interpréter comme une description de la position de négociation, ou de la distribution du pouvoir dans le ménage. Toute variable de l'environnement du ménage susceptible d'affecter la négociation peut être considérée comme un facteur de distribution, en particulier, la distribution du revenu dans le ménage.

Nous considérons également des interactions non coopératives telles que décrites par un équilibre de Nash avec contributions volontaires aux biens publics. Dans ce modèle, chaque agent choisit comment allouer son revenu entre les biens privés et ses contributions aux biens publics, étant donné le niveau des contributions de l'autre aux biens publics. Les dépenses en biens publics du ménage sont la somme des contributions des deux agents.³ Un vecteur de contributions aux biens publics $(\mathbf{g}^{A*}, \mathbf{g}^{B*})$ constitue une solution de ce problème s'il est tel que les croyances de chacun des individus sont confirmées à l'équilibre, c'est à dire que $(\mathbf{q}^{J*}, \mathbf{g}^{J*})$, $J = A, B$ sont des solutions des programmes:

$$\begin{cases} \text{Max}_{\mathbf{q}^J, \mathbf{g}^J} U^J(\mathbf{q}^J, \mathbf{g}^A + \mathbf{g}^B) \\ \mathbf{q}^{J'} \mathbf{e} + \mathbf{g}^{J'} \mathbf{e} = Y^J \\ \mathbf{g}_i^J \geq 0, i = 1, \dots, m \end{cases} \quad (2)$$

Sous l'hypothèse que U^A et U^B sont continuellement différentiables et quasi-concaves, un argument de point fixe permet de montrer qu'il existe un équilibre de ce problème.

²La valeur constante du paramètre λ est dans ce cas supposée être déterminée en dehors du modèle (par exemple par les normes sociales ou un accord à la période initiale entre les membres du ménage).

³Il est équivalent de considérer une fonction de la somme des contributions. Une formulation plus générale considèrerait que la consommation de biens publics du ménage est une fonction des contributions individuelles. Ceci permettrait de considérer l'existence de biens semi-publics.

3.3 Un exemple

A titre illustratif, considérons un cas simple dans lequel les préférences individuelles Cobb Douglas sont définies sur la consommation d'un bien privé et d'un bien public: $U^A(q^A, Q) = \log(q^A) + a \log(Q)$ et $U^B(q^B, Q) = \log(q^B) + \log(Q)$. Le paramètre a , élasticité du bien public dans les préférences de l'agent A , est positif. Pour le programme 1, à l'équilibre, la dépense en bien public du ménage est donnée par:

$$Q^* = \frac{1 + \lambda(a - 1)}{2 + \lambda(a - 1)} Y$$

La dépense en bien public du ménage dépend de deux paramètres: de λ , poids des préférences individuelles dans la fonction d'utilité du ménage, et de la constante a , élasticité du bien public dans les préférences de A .

Pour évaluer l'effet des transferts ciblés, il faut mesurer l'effet de donner le transfert à l'un des membres du ménage plutôt qu'à l'autre. Dans le modèle unitaire, la dépense en bien public est constante. Les réallocations de ressources entre les membres du ménage sont par conséquent sans effet sur les dépenses et les transferts ciblés n'ont pas lieu d'être. Dans le modèle collectif, Q^* varie avec le poids de Pareto λ qui lui-même dépend des facteurs de distribution. On a:

$$\frac{\partial Q^*}{\partial \lambda} = \frac{a - 1}{(2 + \lambda(a - 1))^2}$$

dont le signe est positif si $a > 1$ et négatif si $a < 1$. Si le facteur de distribution considéré est la part du revenu de la femme, et si le poids de Pareto dépend positivement de la part du revenu de la femme, alors un transfert ciblé en faveur des femmes conduit à une augmentation de la dépense en bien public si $a > 1$ (et à une diminution si $a < 1$).

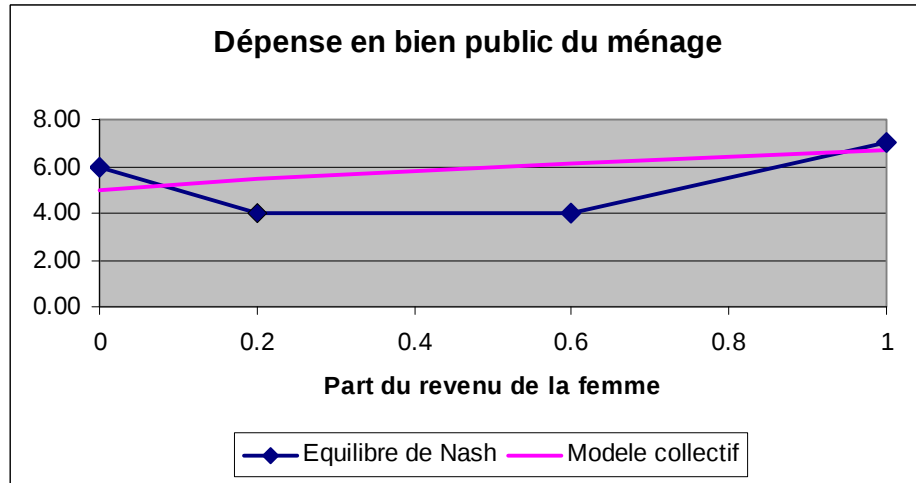
Enfin, le troisième type d'interaction que nous envisageons est décrit par l'équilibre de Nash avec contributions volontaires au bien public. Ici, le niveau désiré des contributions de chacun est donné par $g^{A*} = (\rho - \frac{1}{2a+1})Y$ et $g^{B*} = (\frac{a+1}{2a+1} - \rho)Y$, où $\rho = \frac{Y^A}{Y^A + Y^B}$ est la part du revenu de la femme. Si $\rho < 1/(2a+1)$, la contribution désirée de A est négative et sa contribution effective est nulle. De même pour la contribution de B si $\rho > (a+1)/(2a+1)$. La dépense en bien public du ménage étant obtenue comme somme des contributions individuelles, on a:

	G	$\frac{\partial G}{\partial \rho}$
$\rho \leq \frac{1}{2a+1}$	$\frac{1-\rho}{2}Y$	< 0
$\frac{1}{2a+1} < \rho \leq \frac{a+1}{2a+1}$	$\frac{a}{2a+1}Y$	0
$\rho > \frac{a+1}{2a+1}$	$\frac{a}{a+1}\rho Y$	> 0

Sur l'intervalle $[\frac{1}{2a+1}, \frac{a+1}{2a+1}]$, les deux agents contribuent au bien public, mais sur les deux intervalles extrêmes de la distribution intra-familiale des ressources, seul l'agent relativement riche contribue au bien public. Considérons une valeur de $\rho < \frac{1}{2a+1}$. L'agent A est relativement pauvre et ne contribue pas au bien public. Une re-distribution des ressources de l'agent B vers l'agent A telle que

ρ demeure inférieur à $\frac{1}{2a+1}$ aura l'effet suivant sur les dépenses: d'une part B , dont le revenu diminue, diminue ses dépenses en biens normaux. D'autre part, A consacre la totalité de son revenu supplémentaire au bien privé. La dépense en bien public du ménage décroît donc avec l'augmentation de la part du revenu de A , et ce quelle que soit la valeur de a , c'est à dire quel que soit le poids relatif du bien public dans les préférences de A et B . Dans ce modèle, les transferts ciblés conduisent à une diminution des dépenses en bien publics lorsque la femme est pauvre relativement à son mari. Lorsque les revenus sont relativement similaires, sur l'intervalle central de la distribution du revenu intra-familial, la dépense en bien public est indépendante de ρ . En d'autres termes, les transferts ciblés sont alors sans effet sur les dépenses. Enfin, sur le dernier intervalle de la distribution des revenus, la dépense en bien public est croissante en fonction de ρ .

Pour des valeurs de $\{a, Y\} = \{2, 10\}$, la dépense en bien public du ménage est représentée sur le graphique ci-dessous.



L'exemple des préférences Cobb-Douglas illustre combien l'effet des transferts ciblés diffère suivant la forme prise par les interactions au sein du ménage: absence d'effet dans le modèle unitaire, effet monotone croissant ou décroissant suivant les préférences dans le modèle collectif et enfin effet non monotone avec neutralité locale dans le modèle d'équilibre de Nash, quelle que soit la valeur de l'élasticité relative du bien public dans les préférences des agents. Nous examinons maintenant la question de savoir si ces résultats ont une validité générale.

3.4 Effet théorique des transferts ciblés

Nous avons vu, dans le cas de préférences individuelles de Cobb-Douglas, que l'augmentation de la part du revenu de la femme conduit à l'augmentation des

dépenses pour les enfants si l'élasticité des biens publics est supérieure pour la femme que pour le mari dans le modèle collectif (et conduit à une diminution dans le cas contraire), et à un effet non monotone avec décroissance initiale dans le cas de l'équilibre de Nash. Nous examinons maintenant les prédictions de ces modèles concernant l'effet des transferts ciblés lorsque les préférences individuelles sont quelconques. Le cas le plus simple est celui du modèle unitaire, dans lequel les transferts ciblés sont sans effet.

Pour le modèle collectif, Blundell, Chiappori et Meghir (2005) montrent que l'effet des transferts ciblés dépend d'une propriété des préférences. Si les préférences sont telles que la disposition marginale à payer est décroissante dans la quantité du bien public et croissante dans la consommation privée de l'agent, alors, une augmentation du poids de Pareto de la mère conduit à une augmentation des dépenses enfants si et seulement si le *changement* dans sa disposition marginale à payer est supérieur au changement dans la disposition marginale à payer du père. Ce résultat illustre que les mesures de transferts ciblés ne doivent pas être conçues sur la base de comparaisons entre les dispositions marginales à payer, mais bien de leur variations relatives lorsque le pouvoir dans le ménage change.

L'équilibre de Nash du ménage avec contributions volontaires aux biens publics a deux propriétés, illustrées dans le cas de l'exemple des préférences Cobb-Douglas mais dont la validité est générale⁴. Définissons le fait l'agent A contribue au bien public j par le fait que $g_j^{A*} > 0$. Dans ce cadre, sans restriction sur les préférences, il y a au plus un bien public auquel A et B contribuent conjointement à l'équilibre; soit A et B contribuent à des ensembles distincts de biens publics, soit ils contribuent à un bien public conjointement. L'équilibre dans lequel les ensembles de biens auxquels contribuent les agents sont disjoints est un équilibre dans lequel il y a effectivement spécialisation, ou sphères séparées dans la terminologie proposée par Lundberg et Pollak (1993). Il est intéressant de noter qu'alors que Lundberg et Pollak font appel à l'idée de normes sociales pour justifier l'allocation des biens aux sphères de l'homme et de la femme, les sphères sont ici endogènes. Le choix des biens auquel chacun contribue dépend du revenu total du ménage, de l'allocation du revenu entre les membres du ménage et de leurs préférences. Enfin, contrairement au modèle de Lundberg et Pollak, dans lequel tous les hommes et toutes les femmes contribuent à des ensembles de biens pré-définis, ici deux hommes (ou deux femmes) appartenants à deux ménages différents peuvent contribuer à des ensembles de biens différents⁵. Lorsque l'équilibre est un équilibre de sphères séparées, des redistributions de ressources entre les membres du ménage conduisent généralement à des changements dans les choix du ménage. Supposons qu'il y a deux biens publics: la voiture et les enfants, et supposons que la mère est relativement pauvre au point de ne contribuer à aucun de ces biens. L'entièreté de ses ressources est allouée à sa consommation privée. Il existe alors un intervalle de

⁴Pur une discussion plus formelle de ces résultats, voir Browning, Chiappori et Lechene (2006).

⁵Ceci n'est pas sans conséquence sur la possibilité de tester le modèle dès lors que chaque ménage est observé une fois.

la distribution intra-familiale des ressources sur lequel des re-distributions de ressources au profit de la femme conduisent à la diminution des dépenses pour les enfants. Ceci est vrai quelles que soient les préférences des membres du ménage, donc en particulier c'est vrai pour des préférences telles que la mère aime davantage les enfants que le père, pour toute définition d'"aimer davantage". Par contre, lorsque les deux membres du ménage contribuent conjointement à un bien public, des re-distributions dont le montant n'excède pas le montant des contributions initiales au bien public commun sont sans effet sur les dépenses. Il y a dans ce cas mise en commun des ressources localement.; en d'autres termes, les ménages peuvent annuler les mesures de politique économique. Ce résultat est bien connu dans la littérature sur les biens publics (Warr, 1983, Bergstrom, Blume et Varian, 1986).

Contrairement au modèle collectif, qui permet de distinguer explicitement entre pouvoir et préférences individuelles, et où les revenus individuels acquièrent une influence différenciée sur la solution par leur rôle dans la définition du pouvoir⁶, le cadre du modèle d'équilibre de Nash est plus restrictif. Dans ce modèle en effet, il n'y a pas de possibilité de définir le pouvoir hormis comme le revenu relatif; les préférences individuelles et le concept d'équilibre de Nash déterminent entièrement la solution. Ceci signifie également qu'il n'y a pas de place pour des facteurs de distribution autres que le revenu relatif, ce qui est important pour l'analyse de mesures de politiques économiques. Il faut noter que ceci est en partie vrai aussi pour les modèles qui utilisent la négociation de Nash, dans lesquels il est possible de faire dépendre la solution de facteurs de distribution exclusivement par l'intermédiaire du point de menace. Ces restrictions sont particulièrement mal venues dans le contexte des transferts ciblés, dans lequel une des questions annexes qui se posent est celle de l'efficacité relative des transferts par rapport à d'autres moyens employés pour augmenter le pouvoir de négociation des femmes dans les ménages tels que l'éducation, ou d'autres facteurs de l'environnement dont on peut penser qu'ils influencent les décisions, tels que les lois concernant le divorce et les pensions alimentaires, ou encore le nombre d'hommes et de femmes sur le marché du mariage.

4 Conclusion

L'intérêt accru que portent les sociétés à l'amélioration de l'éducation, de la santé, de la nutrition et plus généralement du bien-être des enfants conduit les gouvernements à consacrer une fraction croissante de ressources à la poursuite de ces objectifs, entre autres par le biais de transferts ciblés. Ces transferts sont généralement versés aux mères, supposées aimer leurs enfants plus que les pères. Alors que cette notion semble a priori transparente, elle se conceptualise diffi-

⁶ On pourrait concevoir, quoique ce serait en partie artificiel, un modèle collectif dans lequel le poids de chacun des agents dans la fonction d'utilité généralisée du ménage ne dépende pas des revenus individuels. Dans ce cas, la solution est caractérisée par la mise en commun des ressources. Pour une discussion plus détaillée de ce point, voir Browning, Chiappori, Lechene (2005)

cilement. D'une part, elle requiert des comparaisons interpersonnelles d'utilité. D'autre part, elle ne semble pas pouvoir être divorcée du concept retenu pour représenter les interactions intra-familiales. Dès lors que l'on admet la possibilité de conflit dans l'allocation des ressources du ménage par le biais de préférences distinctes de ses membres, les prédictions des modèles théoriques de la famille s'accordent sur le fait que la mise en commun des ressources globale est improbable. Mais au-delà de ceci, les prédictions des différents modèles divergent. Dans le modèle d'équilibre de Nash, quelles que soient les préférences individuelles, les transferts ciblés conduisent, suivant la richesse relative des membres du ménage, à la diminution, à l'augmentation des dépenses pour les enfants, ou encore à la neutralité locale des transferts. Ceci est vrai même si les mères aiment plus leurs enfants que les pères. Le degré de contrainte imposé par la structure du modèle à la solution le rend peu crédible en tant qu'outil d'analyse de la politique économique, indépendamment des objections que l'on peut avoir à une représentation non coopérative des interactions familiales. Le modèle collectif constitue un cadre moins contraignant et par là plus crédible pour l'analyse des transferts ciblés. Dans ce cadre, l'effet des transferts dépend du pouvoir mais aussi des préférences et demeure donc une question à résoudre empiriquement.

References

- [1] Bergstrom, Theodore, Lawrence Blume and Hal Varian (1986), "On the private provision of public goods", *Journal of Public Economics*, 29, 25-49.
- [2] Blundell, R., P.-A. Chiappori and C. Meghir (2005), "Collective Labor Supply With Children", *Journal of Political Economy*, vol.113, n6, p1277-1306.
- [3] Browning, M., Chiappori PA et V.Lechene, (2006), "Distributional Effects in Household Models: Separate Spheres and Income Pooling",. mimeo.
- [4] Duflo, E. (2003), "Grandmothers and Granddaughters: Old Age Pensions and Intra-Household Allocation in South Africa", *World Bank Econ. Rev.*, (17) 1, p1-25.
- [5] Kemp, M (1984), "A note on the theory of international transfers", *Economic Letters*, 14, 259-262.
- [6] Lechene, Valérie and Ian Preston (2005), "Household Nash Equilibrium with Voluntarily Contributed Public Goods", Oxford Department of Economics Working Paper.
- [7] Lundberg, Shelly and Robert A. Pollak (1993), "Separate spheres bargaining and the marriage market", *Journal of Political Economy*, 101, 988-1010.
- [8] Thomas, D., D. Contreras et E. Frankenberg, (2002), "Distribution of Power within the Household and Child Health", mimeo, UCLA.

- [9] Warr, Peter (1983), “The private provision of a public good is independent of the distribution of income”, *Economic Letters*, 13, 207-11.